

Le risque de la disparition des métiers

Des métiers sont menacés de disparaître, soit par la diminution des postes de travail, soit par l'assèchement du nombre des candidats répondant aux offres d'emploi. Ce dernier élément peut être lié, ou non, au nombre de formés, mais cela va souvent ensemble.

Un rapide tour des données⁽¹⁾ issues des recensements des effectifs déclarés annuellement par les entreprises et des flux de formés en dernière année de formation initiale, va nous permettre de repérer quelques métiers (même si les nomenclatures sont malhabiles à repérer des signaux faibles de disparition de certains métiers, comme elles le sont à repérer les nouveaux métiers).

Des métiers menacés

Un enjeu stratégique

L'agriculture d'abord, dont les effectifs ont diminué de 30 % entre les recensements de 1990 et 1999, poursuivant un mouvement amorcé depuis les débuts de la révolution industrielle. Mais nous arrivons à des seuils, quand il n'y a plus que 3 élèves en dernière année de formation arboriculture, une section que la Direction régionale de l'agriculture maintient à bout de bras, qui gèrera les productions fruitières ? Qui récoltera les fruits ? Le recrutement des ouvriers en productions animales se heurte aux mêmes difficultés.

Or l'autonomie alimentaire est un enjeu stratégique, au-delà de la culture de la société. Tout importer est dangereux, comme on le voit aujourd'hui avec les risques sur l'alimentation de l'Europe en gaz, comme on l'a subi en 1973 avec le blocage des exportations de soja des Etats-Unis par exemple.

Comprendre et prévoir

Dans la pêche maritime, il n'y a plus que 15 formés en dernière année de CAP et BEP pêche (avec une baisse de 8 au cours des 3 dernières années). Il y a encore près de 2 000 pêcheurs, mais plus assez pour armer les bateaux, malgré la formation de demandeurs d'emploi et la baisse continue du nombre de bateaux, dont une partie part en mer en sous-effectifs⁽²⁾, par dérogation des Affaires maritimes par rapport aux règles des rôles d'équipage. On pourrait dire que c'est une façon de gérer les quotas, c'est surtout une façon de perdre à la fois une activité économique, une connaissance du milieu maritime, fondamentale pour comprendre et essayer de prévoir les évolutions climatiques à long terme par exemple, une culture ancestrale. Et l'aquaculture n'a pas répondu aux espoirs nés dans les années 1970.

Les bouchers, le nombre de professionnels bouchers a diminué de près de 400 entre les deux recensements, le nombre de formés (BP Boucher) est de 25, en diminution de 10 en trois ans, et l'on ne parlera pas des poissonniers, c'est pire (il n'y a plus que 7 formés) ! Quand les enfants découvrent que les poissons dans la mer ne sont pas carrés avec de la panure dessus, on peut craindre pour leur compréhension des enjeux écologiques, pour leur compréhension du monde.

(1) Les chiffres cités concernent la région des Pays de la Loire :
Effectifs par secteur : DADS, 1998/2003, NAF 700, source INSEE

Effectifs par profession : Recensement de la population, 1990/1999, PCS, source INSEE

Formation initiale : effectifs en dernière année de cycle, évolution 2000/2004

(2) Quand ils ne sont pas bloqués au port pour cause de préservation des stocks halieutiques

Notre patrimoine

L'habillement évidemment, dont les effectifs ont diminué de plus de 4 000 postes dans la région entre 1998 et 2003, alors que le nombre de jeunes en dernière année de formation a diminué de près de 100 entre 2000 et 2004.

La chaussure, dont les effectifs industriels ont également diminué de près de 4 000 postes, et dont les effectifs en formation initiale s'élevaient à 15 places (CAP chaussure), en baisse de 5 places... et qu'il n'existe plus qu'un centre en formation continue. Mais au-delà de l'industrie, les cordonniers disparaissent aussi, ils subissent 40 % de baisse, il n'en reste que 268 dans la région, un pour 10 000 habitants. Et l'on peut perdre la capacité à lancer de nouvelles productions sur le cuir, en maroquinerie par exemple. C'est une perte de patrimoine au sens génétique du terme.

Un enjeu esthétique

Les couvreurs, il y a encore 160 jeunes formés en CAP couvreurs et 26 formés en BEP Techniques du toit, en diminution de 17 au cours des trois dernières années, et les entreprises de couverture manquent de personnel depuis longtemps. S'il faut construire des toits sans couvreurs, ce sera des toits préfabriqués. Adieu ardoises et tuiles, adieu le chatoiement des toits en harmonie avec la nature qui les entoure. C'est possible, les pays n'ayant ni argile ni ardoisières ont des toits en tôle (pays du Nord), mais c'est une perte esthétique, et l'on sait l'importance de l'esthétique dans l'équilibre culturel de la société.

Un mythe fondateur

Enfin, dernier exemple **les forgerons**, qui ne sont plus que 73 en 1999, en diminution de 63 en dix ans. Le travail du métal a été éclaté en plusieurs métiers, la métallerie d'un côté, avec des processus simplifiés, et le forgeron d'art, qui doit maîtriser tous les aspects de ce noble métier. Mais dans ce domaine il y a une seule formation en France, chez les Compagnons à Muisson (51), qui risque de fermer par manque de candidat, alors que les entreprises ne trouvent pas le personnel. Vulcain se meurt, Vulcain va mourir. Le métal et le feu, c'est un mythe fondateur, et quand le mythe disparaît, ce sont nos racines qui disparaissent aussi. Les entreprises travaillant le fer forgé vont chercher des candidats dans les pays de l'Est, tandis que ceux qui sont formés en France créent leurs entreprises ou émigrent aux USA, où la demande est également forte.

Ce ne sont là que des exemples statistiques qu'il faudrait compléter et corriger de données plus qualitatives sur les métiers plus spécifiques dans le bâtiment, la cuisine, la réparation, l'artisanat.

Les causes de la diminution des métiers

L'économie et la formation

La concurrence économique des pays à bas coût de main-d'œuvre met en péril les industries de l'habillement, de la chaussure en particulier. Maintenir la production, donc les métiers, supposerait de payer plus cher les produits ; sommes-nous prêts, en tant que consommateurs, à payer plus cher pour garder le savoir-faire (et les emplois) ?

Le modèle économique basé sur l'augmentation de la productivité spécifique, par exemple en agriculture, fait disparaître les exploitations qui ne peuvent pas suivre, avec une tendance constante à l'augmentation des surfaces (en productions végétales) ou des volumes en productions animales. Mais il s'agit bien de la productivité limitée à l'exploitation, qui aurait une toute autre valeur si elle était calculée globalement, en comptant le coût social et stratégique des intrants (soja, engrais) et des extrants (pollutions animales, azote...). Les réflexions d'Antoine Riboud⁽³⁾ sur le bilan global seraient à reprendre.

(3) Rapport Riboud, éd. 10/18, 1987

Les conditions de travail et d'emploi, incluant les niveaux de salaire, sont un élément fort de la désaffection pour les métiers de la pêche, du maraîchage, du bâtiment comme les couvreurs ou plâtriers. C'est ici à la fois l'écart entre les conditions de vie, de plus en plus confortables pour la majorité de la population, et les conditions de travail de ces métiers, qui ne peuvent, par nature, éviter le vent, le froid ou les risques d'accident. C'est aussi la question du niveau de salaire, donc du coût auquel nous sommes prêts à payer ces services ? Le secteur du bâtiment a pris en compte cet aspect, puisque par exemple il y a eu dans cette branche une revalorisation des salaires minimaux conventionnels de 30 % en cinq ans.

La diminution des capacités de formation est à la fois une conséquence et une cause des disparitions de métiers. Ces capacités s'adaptent, avec un temps de latence, voire de résistance, à cette situation, mais une fois enclenchée la baisse des effectifs formés, le phénomène s'accélère. En effet, les autorités académiques doivent gérer les moyens et donc fermer les sections dont les effectifs sont trop faibles, la capacité de résistance étant ici assez forte, les sections avec 3 à 5 élèves ne sont pas rares, avec des palliatifs de cours généraux en commun, résistance renforcée par le fait que tous les effectifs d'enseignants ne peuvent pas être reconvertis au gré des fluctuations des effectifs d'élèves...

Enfin, l'augmentation continue des niveaux de formation, qui conduit un journaliste à titrer de façon provocatrice « Passe ta maîtrise d'abord⁽⁴⁾ » !

La part d'une génération accédant au Bac et poursuivant ses études en deuxième cycle général est de plus de 56 % (38 % en université, 20 % en BTS, 9 % en IUT, 7 % en CPGE, 6 % en autres formations). Le nombre de diplômés d'un DESS⁽⁵⁾ est passé de 6 000 en 1982 à 36 000 en 2001. Il est vrai qu'avec un Bac+2 on est plutôt technicien, mais le taux de sortie des Bac+3 ou 4 est encore beaucoup plus élevé que le taux des emplois que l'on peut considérer comme de leur niveau, et que le taux des embauches sur ces emplois. Les cadres et professions libérales représentent environ 15 % des emplois, c'est aussi la part des diplômés du supérieur dans les emplois aujourd'hui⁽⁶⁾.

Plus du quart des diplômés du supérieur ne seront pas cadres ou professions intermédiaires (précisément 29 % en France, 15 % aux Pays-Bas, 45 % en Espagne⁽⁷⁾), données confirmées par les enquêtes de l'APEC. Ainsi, alors que « parmi les jeunes quittant l'école avec le baccalauréat à la fin des années 1960, soit environ 18 % d'une classe d'âge, 70 % devenaient cadres ou accédaient aux professions intermédiaires. Aujourd'hui, cette probabilité est tombée à 25 % alors que près de 70 % d'une classe d'âge est titulaire de ce même diplôme. »⁽⁸⁾

Cette évolution vers des niveaux supérieurs est une tendance lourde⁽⁹⁾, et justifiée si l'on se met du point de vue du citoyen, elle est de moins en moins « rentable » au sens des économistes de l'éducation. L'accès à la culture générale est évidemment un objectif non contestable, on ne peut donc pas résoudre la contradiction en s'y opposant, mais peut-être plus en distinguant les notions de niveau de formation générale et de niveau de formation technique⁽¹⁰⁾, les deux étant aujourd'hui totalement confondues. C'est là une question à la fois d'organisation de l'éducation et de représentation du système éducatif, aujourd'hui représenté comme une pyramide unique, alors que deux pyramides, partiellement recouvrantes, seraient sans doute plus pertinentes.

L'image des métiers

Au-delà de ces raisons de fond, il y a les raisons les plus communément avancées par les spécialistes des branches professionnelles, qui s'attachent plus aux effets : c'est un déficit d'image, dû aux médias, à la visibilité des formations, à la notoriété des métiers ou des formations... ce sont pour nous des raisons de second niveau, néanmoins importantes en termes d'orientation.

(4) Eric Le Boucher, Le Monde, 1^{er} janvier 2006

(5) Etat de l'école, 2003

(6) INSEE Enquête emploi mars 2001 et 2002

(7) Enquête normalisée 2000, in Le Monde du 24 janvier 2006.

(8) François DUBET et Marie DURU-BELLAT, Déclassement, Le Monde, 24 janvier 2006.

(9) Le taux d'accès à l'enseignement supérieur est même inférieur en France par rapport aux autres pays développés : 37 % en France, 51 % pour la moyenne des pays de l'OCDE, Patrick FAUCCONNIER, La fabrique des meilleurs, éd. du Seuil, Paris, 2005

(10) Arnaud du Crest, Scénarios pour le travail et la formation, Ed. L'Harmattan, Paris, 1997

La visibilité des métiers est une raison lourde. En amour, un dicton énonce « loin des yeux, loin du cœur », c'est vrai aussi de l'orientation professionnelle. Quels professionnels voient nos enfants ? Des enseignants, médecins, policiers, et à la télévision des journalistes et des chanteurs. Ceci ne suffit pas à créer une attraction, en particulier pour les médecins et les policiers, mais a contrario les métiers non visibles, de travail en usine, d'artisanat, n'ont pas d'image, ne sont donc pas imaginables, ou plus difficilement, par les jeunes. D'où des campagnes comme « Un jour, une entreprise, un jeune », où des chefs d'entreprise du BTP accueillent un jeune pendant une journée. Mais ce type d'initiative, très intéressante, est nécessairement limité. C'est peut-être plus une question d'urbanisme, d'organisation des lieux de travail pour les redonner à voir ?

Il faut sauvegarder cette diversité

On pourrait adopter, ou adapter, la théorie de la destruction créatrice de Schumpeter, puisqu'il y a des métiers qui meurent, il y a aussi des métiers qui apparaissent, et considérer que le bilan est globalement positif. Mais il y a quatre raisons pour lutter contre cette disparition des métiers, au-delà d'une nostalgie de conservateur muséologique : le maintien de notre patrimoine professionnel et la richesse de la culture, le maintien de nos capacités d'apprentissage, l'autonomie stratégique, le rapport au temps et aussi parce qu'une partie de ces métiers répondent à des besoins basiques : se nourrir, se loger, se vêtir, se déplacer, nettoyer... et parce que beaucoup de ces métiers sont un lieu d'insertion pour des personnes peu qualifiées, et que leur disparition accentue l'exclusion.

Maintenir notre patrimoine professionnel

Il y a des conservatoires pour les races bovines, pour les pommes et les poires, certains alertent contre la disparition des langues, et les métiers ? On assiste aujourd'hui à un développement de la maroquinerie, qui repose sur un savoir faire transféré de la chaussure.

Le développement des tissus à base de lin ou de chanvre fait appel à des connaissances sur la culture de ces plantes, mais aussi du tissage... les maraîchers mettent aujourd'hui en production, et vendent des légumes oubliés.

Le maintien de ces compétences est nécessaire à la création, ou la renaissance des métiers, donc des activités économiques et de l'emploi.

Garder nos capacités d'apprentissage

La perte de ces métiers est donc une perte de connaissance de la société, et des personnes, mais aussi une amputation, la pensée a besoin d'une confrontation au réel pour être plus juste :

La compréhension des mécanismes chimiques (dosages, phases liquides et solides...) passe par la cuisine, celle des mécanismes physiques par la menuiserie, la capacité à imaginer des traitements de surfaces sera facilitée par une pratique de la couture qui aura développé le sens du toucher, la capacité à créer des saveurs, culinaires ou cosmétiques suppose d'avoir développé son odorat. Le développement des sens est nécessaire au développement des personnes.

Les succédanés modernes sont en fait une perte de sens, et agissent comme des prothèses de nos sens, comme en cuisine le développement des plats surgelés, et s'il n'y a plus de poissonniers, nous n'aurons plus que du poisson préparé en usine, carré et sans tête. En construction le préfabriqué évite de penser l'adaptation locale d'une construction, et développe des capacités d'assemblage certes, mais pas de création. Dans l'habillement, le prêt-à-porter a fait également disparaître une capacité à créer.

L'homme moderne a exacerbé les sens distants, la vue, l'ouïe et le goût, mais perd ceux du toucher et de l'odorat. Pourtant, nous avons besoin de tous nos sens, pour donner du sens à notre devenir.

Si vous comparez deux enfants, l'un qui découvre la vie au travers de la télévision et des jeux vidéo, l'autre en faisant la cuisine et en bricolant avec des bouts de bois, lequel sera le plus à même de comprendre la fusion des atomes ou la force de la pesanteur ? C'est ce pourquoi a été lancée l'opération « la main à la pâte » pour enseigner les matières scientifiques. Or la disparition des métiers artisanaux participe d'une tendance plus générale néo industrielle, qui remplace ce que l'on fait soi-même par ce qui est préparé.

Nous l'avons indiqué plus haut, l'apprentissage des fonctions de base nous semble nécessaire à l'apprentissage du monde. D'ailleurs, les compétences de nature tertiaire, de service, existent-elles, au-delà du savoir-être nécessaire à la vie en société, de ce que l'on nomme compétences relationnelles ? La question peut être posée, comme nous l'avons développé par ailleurs⁽¹¹⁾.

Des compétences jetables ?

Une des raisons de la disparition de certains métiers est la culture de l'instantané dans laquelle nous vivons, du jetable, issue du rapport entre le coût du travail mort (les machines) et les écarts du coût du travail vivant (les artisans qui réparent dans notre pays, les ouvriers qui fabriquent dans les pays à bas coût de main-d'œuvre).

Cette culture induit un rapport généralisé au temps court, qui lui-même transforme notre rapport aux objets (éphémères), et au travail. Nous privilégions le travail à l'œuvre, pour reprendre les termes d'Hannah Arendt⁽¹²⁾. En ces temps de discours sur le développement durable, c'est juste le contraire du durable.

Les objets jetables engendrent des compétences jetables. Ce qui pose question quand pour faire face à la baisse des achats de meubles, les fabricants développent une stratégie visant à faire du meuble un objet de consommation, à durée de vie courte, pour qu'il soit renouvelé.

Le rapport au temps court, la priorité à la vitesse de fabrication sur la durabilité, c'est le risque de la perte de sens (Virilio).

Les campagnes de revalorisation des métiers

La plupart des campagnes de valorisation des métiers sont basées sur un secteur, sur un ou des métiers, sans prendre en compte ces éléments généraux rappelés ci-dessus, le type de société dans laquelle s'inscrivent ces métiers délaissés, le type de société vers laquelle ils peuvent nous aider à nous diriger, les valeurs qu'ils portent. Ces campagnes risquent de se neutraliser, car non coordonnées, sauf si elles sont menées sur un long terme, et en privilégiant l'éducation comme l'a fait le bâtiment (par exemple les artisans messagers qui vont présenter leur métier dans les écoles et les collèges, ont réalisé en Pays de la Loire plus de 700 journées d'animation en dix ans).

Exemples :

Cible féminine : « *Le bâtiment nous va si bien...* »

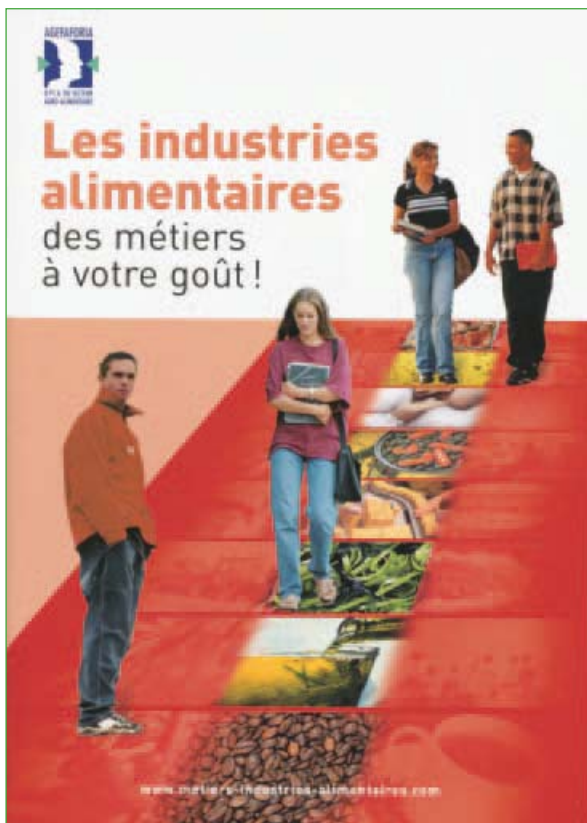
La cible est justifiée : il n'y a que 1 % de filles dans l'apprentissage du BTP, et principalement en peinture.



(11) Arnaud du Crest, Les compétences tertiaires existent-elles ? Actualité de la formation permanente, n° 160, juin 1999

(12) Hannah Arendt, La condition de l'homme moderne, éd. Calman Levy, 1998

Cibles secteurs
Jeux de mots
« Les industries
alimentaires : des métiers
à votre goût ! »



« Si vous avez le goût du risque, pensez aux métiers de l'assurance »

Un rêve qui traduit une réalité (le tour de France des compagnons) mais fait appel à des motivations éloignées du projet :
« Maçon, plâtrier, serrurier : des métiers pour voyager »



Voire complètement à côté :

Une chaîne de restaurants (dont nous tairons la marque) :

« Venez travailler chez nous, vous serez tous les jours au restaurant ! »

Ou peu crédible

« Imagine un monde sans chômage, entreprises de propreté et services associés »

Ces campagnes partent du postulat que les jeunes - et les adultes - recherchent avant tout un emploi. Or les jeunes recherchent un emploi certes, mais un emploi qui ait du sens ! Et le sens est même souvent premier dans leur recherche.

La présentation des métiers des services aux personnes par un jeune homme heureux qui danse avec une (très) vieille dame est plus orientée vers le sens.

« *Les métiers du grand âge, des professions au service de la vie.* »

Aussi, pour réhabiliter les métiers, il faudrait mieux centrer les campagnes sur les valeurs portées par ces métiers que sur les secteurs économiques. C'est ce qu'avait fait il y a quelques années, la FFB (Fédération française du bâtiment) qui avait demandé à des jeunes de banlieue de dire, avec leurs mots, les valeurs du travail sur un chantier : la vie d'équipe, la réalisation de soi, le travail au grand air...

Les valeurs avancées, et retraduites en langage par rapport aux publics visés, pourraient comprendre le rapport au temps, la réalisation de soi, la proximité. Et la transversalité de ces valeurs pourrait faciliter des campagnes communes à différents secteurs, cette synergie validant l'intérêt général de la campagne.

Questions d'orientation

Une action commune pourrait être plus efficace sur des fondamentaux communs, qui donne aussi la priorité au territoire⁽¹³⁾, plutôt qu'au seul projet individuel.

Ceci pose la question des fondements de l'orientation, ancrée sur le projet individuel, parfois proche de l'injonction paradoxale, et qui conduit le plus généralement à viser la poursuite d'études le plus longtemps possible, malgré les risques de réorientation par l'échec. Partons plutôt du projet de vie, que d'un projet professionnel parfois illusoire. Partons des valeurs, le métier est second.

La priorité au territoire, c'est pour nous la priorité à l'espace conçu comme un territoire – un terroir – de production de compétences, et non comme un bassin – réceptacle, gisement... - d'emploi. Le territoire est riche de savoirs, savoir-faire, de son histoire⁽¹⁴⁾, plus ou moins de ressources naturelles, et il peut être producteur de compétences donc d'emplois. Ceci rejoint les théories sur la relocalisation des activités économiques, il ne s'agit en rien d'enfermer les jeunes sur un espace, mais de favoriser toutes les synergies pour valoriser leurs compétences et celles de leur environnement.

Arnaud du Crest

(13) Arnaud du Crest, Les métiers se reproduisent-ils ? Actualité de la formation permanente, janvier 2004

(14) Yvon Minvielle, Revue Pour, décembre 1998